

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

16 mai 2023

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 24 février 1921
concernant le trafic des substances
vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes,
psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques
et des substances pouvant servir
à la fabrication illicite de substances
stupéfiantes et psychotropes,
visant à réglementer les tests de drogues
dans des contextes spécifiques**

(déposée par Mme Özlem Özen et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

16 mei 2023

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 24 februari 1921
betreffende het verhandelen van giftstoffen,
slaapmiddelen en verdovende middelen,
psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en
antiseptica en van de stoffen die kunnen
gebruikt worden voor de illegale vervaardiging
van verdovende middelen en psychotrope
stoffen, teneinde tests op drugs in specifieke
omstandigheden te reglementeren**

(ingediend door mevrouw Özlem Özen c.s.)

RÉSUMÉ

Des tests de drogues sont aujourd'hui régulièrement organisés par des associations dans des lieux festifs comme les festivals, afin de prévenir les risques et les dommages liés à la consommation de drogues, en donnant un maximum d'informations aux usagers.

Les auteurs de la présente proposition de loi proposent de prévoir un cadre légal pour ces tests de drogues dans des contextes spécifiques, en vue:

— de réduire les risques pour les usager et de les conscientiser sur les dangers auxquels ils sont exposés;

— d'assurer une meilleure sécurité juridique pour les travailleurs sociaux et médicaux qui réalisent ces tests, afin qu'ils ne risquent pas d'être poursuivis sur le plan pénal.

SAMENVATTING

Op evenementen als festivals voeren verenigingen thans geregeld tests op drugs uit om gebruikers zoveel mogelijk te informeren en zo de risico's en schade van druggebruik te helpen voorkomen.

De indieners van dit wetsvoorstel beogen te voorzien in een wettelijk kader voor tests op drugs in specifieke omstandigheden, teneinde:

— de risico's voor de gebruiker te verminderen en deze bewust te maken van de gevaren van dat gebruik;

— de maatschappelijk werkers en de gezondheidswerkers die dergelijke tests uitvoeren, meer rechtszekerheid te waarborgen zodat zij geen strafvervolgning riskeren.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La prise en charge liée à la consommation de drogues ne peut pas uniquement se limiter aux aspects répressifs. Une autre façon de lutter contre les effets négatifs de la consommation de drogues illicites est la mise en place d'une politique ambitieuse de prévention, comprenant notamment des mesures en matière de réduction des risques liés à la consommation de drogues.

La plateforme associative "RDR – réduction des risques", a élaboré une charte de la Réduction des risques et définit cette politique de réduction des risques comme suit:

"La réduction des risques est une stratégie de santé publique qui vise à prévenir les dommages liés à l'utilisation de "drogues". La réduction des risques concerne tous les usages, qu'ils soient expérimentaux, récréatifs, ponctuels, abusifs ou inscrits dans une dépendance. La réduction des risques peut également s'adresser aux personnes qui s'apprêtent à consommer une drogue pour la première fois. Les risques principalement associés aux drogues sont les risques de dépendance, de lésions somatiques et les risques psychosociaux. Ils peuvent avoir pour conséquences une morbidité, une mortalité et une exclusion sociale que les stratégies de réduction des risques se proposent de réduire. Cette approche s'inscrit dans une démarche de promotion de la santé physique, mentale et sociale. La réduction des risques se distingue de la prévention de l'usage et des traitements, dont elle se veut complémentaire. En effet si les traitements ont pour objectif un changement d'ordre sanitaire et / ou psychosocial, si la prévention a pour objectif de diminuer l'incidence de l'usage de drogues dans la population, la réduction des risques, quant à elle, a pour objet de réduire les risques et de prévenir les dommages que l'usage de drogues peut occasionner chez les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas s'abstenir d'en consommer".¹

Le 28 février 2023, la commission "Santé" de la Chambre des représentants a adopté un projet de loi visant à dépénaliser l'intervention des travailleurs sociaux et médicaux des salles de consommation à moindre

¹ Disponible sous ce lien: <https://reductiondesrisques.be/charte-de-la-reduction-des-risques/>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het drugsbeleid moet meer behelzen dan louter repressieve aspecten. De negatieve gevolgen van het gebruik van illegale drugs kunnen ook op een andere manier worden bestreden, namelijk via een ambitieus preventiebeleid met onder meer maatregelen om de risico's van druggebruik te verminderen.

De Franstalige koepelvereniging *Plate-forme de RdR (réduction des risques)* omschrijft in haar handvest een dergelijk risicobeperkingsbeleid als volgt:

*"La réduction des risques est une stratégie de santé publique qui vise à prévenir les dommages liés à l'utilisation de "drogues". La réduction des risques concerne tous les usages, qu'ils soient expérimentaux, récréatifs, ponctuels, abusifs ou inscrits dans une dépendance. La réduction des risques peut également s'adresser aux personnes qui s'apprêtent à consommer une drogue pour la première fois. Les risques principalement associés aux drogues sont les risques de dépendance, de lésions somatiques et les risques psychosociaux. Ils peuvent avoir pour conséquences une morbidité, une mortalité et une exclusion sociale que les stratégies de réduction des risques se proposent de réduire. Cette approche s'inscrit dans une démarche de promotion de la santé physique, mentale et sociale. La réduction des risques se distingue de la prévention de l'usage et des traitements, dont elle se veut complémentaire. En effet si les traitements ont pour objectif un changement d'ordre sanitaire et / ou psychosocial, si la prévention a pour objectif de diminuer l'incidence de l'usage de drogues dans la population, la réduction des risques, quant à elle, a pour objet de réduire les risques et de prévenir les dommages que l'usage de drogues peut occasionner chez les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas s'abstenir d'en consommer."*¹

Op 28 februari 2023 heeft de Kamercommissie voor Gezondheid en Gelijke Kansen een wetsontwerp aangenomen om de handelingen die maatschappelijk werkers en gezondheidswerkers in de zogeheten risicobeperkende

¹ Zie <https://reductiondesrisques.be/charte-de-la-reduction-des-risques/>.

risque (SCMR), afin de favoriser leur installation dans les régions du pays qui le souhaitent².

Ces SCMR sont des structures contrôlées par des professionnels de la santé et des travailleurs sociaux où il n'y a ni distribution de produits, ni vente de drogues. Leur objet principal est d'encadrer la consommation de drogue et, ainsi, de diminuer les conséquences négatives de ces pratiques, tant pour les toxicomanes (absence de risque de transmission de maladie, absence de risque d'overdose) que pour la collectivité (moins de consommation en rue).

Par ailleurs les SCMR permettent d'améliorer également l'accès aux services socio-sanitaires et thérapeutiques des consommateurs de drogues illicites les plus marginalisés, ouvrant ainsi la voie vers leur réintégration sociale.

Cette avancée doit être soulignée. Il existe d'ailleurs bien d'autres mesures relevant de la politique de réduction des risques déjà en place ou à développer. On pense par exemple aux programmes d'échanges de matériel d'injection, qui est maintenant exclu du champ d'application de l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes (ci-après: "loi drogues du 24 février 1921") et réglementé par l'arrêté royal du 5 juin 2000 portant exécution de l'article 4, § 2, 6° de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé. Cette mesure permet de prévenir les risques de contamination, de récupérer les seringues usagées, en diminuant le nombre de ces seringues qui sont abandonnées dans les rues et en maintenant le contact avec l'usager, pour diminuer les comportements à risque.

Parmi les mesures encore à développer figurent également les tests de drogues. Ceux-ci permettent d'informer les consommateurs sur la composition des produits qu'ils consomment et, en conséquence, sur les risques que présente leur consommation.

Les tests de stupéfiants (appelés également "testings") sont aujourd'hui régulièrement organisés par des

verbruiksruimtes (RBGR) stellen, niet langer strafbaar te maken en om aldus de oprichting van dergelijke ruimtes te bevorderen in de gewesten die dat zouden wensen.²

RBGR's zijn voorzieningen die onder toezicht staan van gezondheidswerkers en maatschappelijk werkers maar waar geen producten worden verdeeld of drugs worden verkocht. Het hoofddoel is het druggebruik te begeleiden en zo de negatieve gevolgen ervan te verminderen, zowel voor de drugsverslaafden (geen gevaar voor ziekteoverdracht of overdosis) als voor de gemeenschap (minder gebruik op straat).

Voorts maken de RBGR medisch-sociale en therapeutische diensten beter toegankelijk voor de meest gemarginaliseerde gebruikers van illegale drugs, waarmee de weg open komt te liggen voor hun maatschappelijke re-integratie.

Risicobeperkende gebruiksruidtes zijn een echte stap vooruit. Er worden trouwens nog andere maatregelen in het kader van het risicobeperkingsbeleid toegepast of ontwikkeld, zoals ruilprogramma's voor injectiemateriaal. Dergelijk materiaal valt thans niet onder het toepassingsgebied van artikel 3, § 2, tweede lid, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdoovende middelen en psychotrope stoffen (hierna "de drugswet van 24 februari 1921"), maar onder dat van het koninklijk besluit van 5 juni 2000 tot uitvoering van artikel 4, § 2, 6°, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen. Dankzij dergelijke maatregelen kunnen risico's op besmetting worden voorkomen en kunnen gebruikte naalden worden ingezameld, zodat er minder van op straat terecht komen; tegelijkertijd blijft men in contact met de gebruiker, wat de kans op risicodrag verkleint.

Tests op drugs zijn één van die nog uit te werken maatregelen. Door middel van dergelijke tests kunnen consumenten informatie krijgen over de samenstelling van de producten die ze gebruiken en zodoende over de risico's waar ze zich via hun gebruik aan blootstellen.

Op evenementen als festivals voeren verenigingen thans geregeld tests op drugs uit om gebruikers zoveel

² Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, Doc Chambre 55 3134/001 et suivants.

² Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdoovende middelen en psychotrope stoffen, DOC 55 3134/001 en volgende.

associations dans des lieux festifs, comme les festivals, afin de prévenir les risques et les dommages liés à la consommation de drogues, en donnant un maximum d'informations à l'usager.

Ces mesures ont fait leurs preuves en permettant de limiter les risques d'accidents et de développement d'usages problématiques de certaines drogues de synthèse.

Les points de test visant à vérifier la dangerosité des drogues présentent de nombreuses intérêts:

1. ils permettent de tester la qualité des produits et renseignent les consommateurs sur leurs dangers; dans la plupart des cas, la présence révélée de substances dangereuses amène l'usager à renoncer à leur consommation;

2. ils assurent une excellente prévention concernant la consommation de produits particulièrement dangereux, grâce notamment à leur contribution au système d'alerte précoce ("*early warning system*");

3. ils permettent un monitoring des nouvelles substances et des nouveaux usages (tendances émergentes).

Cependant, les travailleurs sociaux et médicaux pratiquant les tests de stupéfiants en Belgique sont soumis à des incertitudes sur le plan juridique; étant donné l'absence d'autorisation explicite dans la loi, la compatibilité de ces tests avec les règles de droit existantes pose question.

En effet, l'article 3 de la loi drogues du 24 février 1921 prévoit des incriminations qui pourraient rendre punissables certains actes posés lors des tests de drogue par les travailleurs concernés. Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de cet article incrimine ainsi le fait de faciliter l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit des drogues illicites soit en procurant à cet effet un local, soit par tout autre moyen, ou d'inciter à cet usage.

La légalité de ces tests dépend donc d'accords noués de manière ponctuelle avec le ministère public concerné, lorsque cela s'avère possible. Les travailleurs sociaux et médicaux qui réalisent ces tests sont dès lors, théoriquement, confrontés, dans le cadre de leur profession, au risque d'être poursuivis pour avoir facilité à autrui l'usage de drogues ou pour avoir incité à cet usage, en vertu de l'article 3, § 2, de la loi drogues du 24 février 1921, qui interdit la facilitation et l'incitation à l'usage de stupéfiants.

mogelijk te informeren en zo de risico's en schade van druggebruik te voorkomen.

Die maatregelen hebben het risico verkleind op ongelukken en op een verdere toename van problematisch gebruik van bepaalde synthetische drugs; ze hebben hun nut dus bewezen.

Testpunten om drugs op hun gevaar te testen hebben veel voordelen:

1. de kwaliteit van de producten kan er worden getest en de consumenten kunnen over de gevaren ervan worden geïnformeerd. In de meeste gevallen stopt de gebruiker met het nemen van een product als blijkt dat het gevaarlijke stoffen bevat;

2. ze hebben een uitstekend preventief effect als het gaat om bijzonder gevaarlijke producten, aangezien ze in het earlywarningsysteem ingebed zijn;

3. nieuwe stoffen en nieuwe vormen van druggebruik (opkomende trends) kunnen er worden gemonitord.

Een en ander neemt niet weg dat de maatschappelijk werkers en de gezondheidswerkers die in België tests op verdovende middelen uitvoeren, met veel rechtsonzekerheid worden geconfronteerd. Aangezien die tests niet uitdrukkelijk bij wet zijn toegestaan, kan de vraag rijzen of ze wel met de bestaande rechtsregels sporen.

In artikel 3 van de drugswet van 24 februari 1921 staan immers tenlasteleggingen op grond waarvan bepaalde handelingen die de betrokken medewerkers tijdens tests op drugs stellen, strafbaar zouden kunnen zijn. Zo is het krachtens paragraaf 2, eerste lid, strafbaar het gebruik van stoffen onder bezwarende titel of om niet gemakkelijker te maken door daartoe een lokaal of enig ander middel te verschaffen, of tot dat gebruik aan te zetten.

De wettigheid van die tests hangt dus af van een eventuele ad-hocregeling die met het betrokken openbaar ministerie zou zijn getroffen wanneer zulks mogelijk is. Artikel 3, § 2, van de drugswet van 24 februari 1921 verbiedt het faciliteren van en aanzetten tot het gebruik van verdovende middelen, waardoor maatschappelijk werkers en gezondheidswerkers die dergelijke tests in het kader van hun werk uitvoeren dus – in theorie – een risico op vervolging lopen omdat ze het gebruik van drugs voor een ander gemakkelijker hebben gemaakt of omdat ze tot dat gebruik hebben aangezet.

Les auteurs proposent dès lors de clarifier le cadre législatif relatif aux mesures de réduction des risques en y incluant expressément les tests de drogues. Il s'agit de permettre la mise en œuvre, en toute sécurité, tant sur le plan juridique que sanitaire, des projets de réduction des risques comme les tests relatifs au niveau de dangerosité des drogues et d'offrir un cadre réglementaire clair.

Déjà, en 2001, le gouvernement fédéral avait marqué son accord de principe, dans la Note de politique fédérale en matière de drogues, sur les systèmes d'analyse des drogues synthétiques, mis en œuvre sur place (Festival de Dour, etc.).

Aujourd'hui, l'accord de gouvernement prévoit, concernant la politique en matière de drogue que: "En ce qui concerne la consommation de drogue, le gouvernement se concentrera sur la prévention, la réduction des risques et l'aide aux mineurs d'âge et aux usagers problématiques."

La présente proposition de loi s'inscrit dans ce cadre. Elle a un champ d'application limité, en se focalisant sur la dépénalisation de ces tests. Il s'agit en effet d'une mesure qui peut être facilement mise en œuvre et dont les bénéfices pourront être rapidement constatés sur le terrain, en matière de prévention des risques.

La prohibition et la répression ne peuvent être, à elles seules, la solution pour réduire la consommation de drogues; il faut donc pouvoir dépasser certaines réticences et modifier notre législation, notamment pénale, pour garantir une politique de réduction des risques et de prévention visant à décourager la consommation, avec une protection renforcée de la société contre les effets néfastes de la consommation de drogues illicites.

Özlem Özen (PS)
 Laurence Zanchetta (PS)
 Khalil Aouasti (PS)
 Patrick Prévot (PS)
 Hervé Rigot (PS)

De indieners stellen derhalve voor om het wetgevingskader voor risicobeperkingsmaatregelen te verduidelijken door er tests op drugs uitdrukkelijk in op te nemen. Het opzet is risicobeperkingsprojecten, zoals tests om drugs op hun gevaar te controleren, met de vereiste juridische zekerheid en medische veiligheid te kunnen uitrollen en in een duidelijk regelgevend raamwerk te voorzien.

De federale regering heeft reeds in 2001 haar principiële goedkeuring gegeven aan *on-site*-testsystemen voor synthetische drugs (onder meer op het festival van Dour), zoals blijkt uit de toenmalige federale beleidsnota in verband met drugs.

Inzake drugsbeleid staat er in het huidige regeerakkoord: "Wat druggebruik betreft, focust de regering op preventie, schadebeperking en hulpverlening ten aanzien van minderjarigen en probleemgebruikers."

Dit wetsvoorstel komt aan die doelstelling tegemoet. De strekking van dit wetsvoorstel is veeleer beperkt aangezien het louter beoogt die tests uit het strafrecht te halen. Het gaat inderdaad om een maatregel die gemakkelijk uit te rollen is en waarvan de voordelen snel zullen kunnen blijken in het veld, met name wat risicopreventie betreft.

Verbieden en bestraffen zullen niet volstaan om druggebruik terug te dringen. Het is dus zaak bepaalde aarzelingen achterwege te kunnen laten en de wetgeving – inzonderheid de strafwetgeving – te wijzigen om met het oog op een verminderd gebruik een risicobeperkings- en preventiebeleid te bewerkstelligen. Tegelijkertijd zou de samenleving beter beschermd zijn tegen de nefaste gevolgen van het gebruik van illegale drugs.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 3 de la loi 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, remplacé par la loi du 9 juillet 1975 et modifié en dernier lieu par la loi du 3 mai 2003, le paragraphe 2 est complété par des deux alinéas suivants:

“Ne sont pas soumis à l'application de l'alinéa 1^{er} les actes intervenant dans le cadre de tests relatifs à la composition de substances visées par la présente loi et poursuivant un objectif de prévention et de réduction des risques liés à leur consommation.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les modalités et les conditions des tests visés à l'alinéa précédent.”

15 mars 2023

Özlem Özen (PS)
Laurence Zanchetta (PS)
Khalil Aouasti (PS)
Patrick Prévot (PS)
Hervé Rigot (PS)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 3 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, vervangen bij de wet van 9 juli 1975 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 mei 2003, wordt paragraaf 2 aangevuld met de volgende twee leden:

“Onder de toepassing van het eerste lid vallen niet de handelingen die worden gesteld in het kader van de tests die met betrekking tot de samenstelling van de in deze wet bedoelde stoffen worden uitgevoerd en die ertoe strekken de risico's in verband met het gebruik van die stoffen te voorkomen en te verminderen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels en de voorwaarden voor de in het vorige lid bedoelde tests.”

15 maart 2023